

ABONNEMENT.

Saumur. 30 fr. 16 9

On s'abonne:

A SAUMUR, Au bureau du Journal ou en envoyant un mandat sur la poste.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

INSERTIONS.

Annonces, la ligne. 20 c. Réclames, 30 Faits divers, 75

RÉSERVES SONT FAITES Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.

On s'abonne:

A PARIS, A L'AGENCE HAVAS 8, place de la Bourse.

SAUMUR, 1er JUILLET

UN NOUVEAU COMITÉ RADICAL.

Il est question, dit le Temps, d'un programme rédigé par les comités radicaux et que M. Laguerre et ses amis auraient l'intention de s'approprier après l'avoir modifié.

La vérité est que ces comités ont constitué un comité central sous le nom de Comité central des groupes républicains radicaux socialistes.

Chacun des 73 comités dressera sa liste de trente-huit noms. Le comité central établira la liste de ceux qui auront réuni le plus de suffrages.

DÉCLARATION.

L'heure est venue de formuler, d'une façon large et précise, les revendications légitimes de la démocratie trahies par ceux qui avaient charge de les défendre.

Aux tentatives de division, perfides ou inconscientes, nous répondons par le groupement de toutes les forces loyalement démocratiques, par l'union socialiste.

Ce que nous voulons: c'est la réforme égalitaire et radicale de l'impôt; c'est la suppression des monopoles; c'est l'émanicipation économique des travailleurs.

Nous protestons énergiquement contre toute guerre de conquête.

Nous demandons qu'une politique véritablement nationale soit substituée à la politique personnelle de cabinet, par la suppression des ministres et par la restitution au peuple de l'exercice normal et direct de ses droits.

C'est sur ce terrain, dont nous indiquons les grandes lignes, que se constituera le grand parti socialiste, le parti des principes et des réformes, dans lequel viendront se fondre, par la logique des choses et par la puissance des idées, les différents groupes et écoles qui ont pour base le suffrage universel et la souveraineté du peuple.

PARTIE POLITIQUE

1. — Revision de la Constitution par une assemblée spécialement élue. — Suppression du Sénat. — Suppression de la présidence de la République. — Suppression des ministres: leur remplacement par des fonctionnaires nommés par l'Assemblée et toujours révocables par elle.

2. — Assemblée unique nommée pour trois ans et renouvelable par tiers.

3. — Questions de paix et de guerre soumises au vote de la nation, ainsi que les questions de revision constitutionnelle.

4. — Liberté individuelle, liberté absolue de parole, de presse, de réunion et d'association, garanties, comme droits imprescriptibles, par la Constitution. — Abrogation de la loi sur l'Internationale des travailleurs.

5. — Décentralisation gouvernementale et administrative: à l'Assemblée, les intérêts nationaux; aux conseils généraux, les intérêts départementaux; aux conseils municipaux, les intérêts communaux. — Autonomie communale, c'est-à-dire la commune maîtresse de son administration, de ses finances et de sa police dans les limites compatibles avec l'unité de la France.

6. — Responsabilité personnelle et pécuniaire des fonctionnaires. — Réduction des gros traitements et du personnel administratif.

7. — Séparation des Églises et de l'État. — Suppression du budget des cultes — Le clergé soumis au droit commun. — Reprise par la nation des biens des congrégations religieuses.

8. — Magistrature élective et temporaire. — Justice gratuite. — Extension du jury à toutes les juridictions. — Suppression de l'instruction secrète. — Suppression des

tribunaux d'exception. — Revision égalitaire des codes; reconnaissance des droits civils de la femme; égalité civile de l'enfant légitime, naturel ou reconnu. — Recherche de la paternité. — Suppression des charges, privilèges, monopoles judiciaires (avoués, avocats, etc.) — Abolition de la peine de mort.

9. — Service militaire obligatoire et égal pour tous. — Réduction immédiate du service actif à trois années. — Suppression graduelle des armées permanentes.

10. — Égalité de l'enfant devant l'instruction. — Instruction intégrale, laïque et gratuite à tous les degrés. — Entretien et nourriture de l'enfant à la charge de la nation, pendant toute la période d'instruction.

11. — Interdiction du cumul des fonctions publiques et électives. — Réduction de la durée actuelle des mandats électifs. — Rétribution des fonctions électives.

12. — Souveraineté absolue du suffrage universel dans le choix de la révocation de ses mandataires.

13. — La Constitution placée sous la sauvegarde de la nation armée.

14. — Amnistie pour tous les délits politiques et faits s'y rattachant.

PARTIE ÉCONOMIQUE.

1. Revision de l'impôt et de son mode de perception. — Suppression des octrois et des taxes de consommation. — Substitution immédiate de l'impôt progressif à l'impôt proportionnel. — Impôt progressif sur le capital et sur le revenu. — Impôt progressif spécial sur les successions.

2. — Suppression de l'hérédité en ligne collatérale.

4. — Revision de tous les contrats ayant aliéné la propriété publique (mines, canaux, chemins de fer, etc.). — Inaliénation de la propriété publique.

5. — Revision intégrale, dans le sens démocratique, de la loi de 1867 sur les sociétés.

6. — Réduction légale de la durée maximum de la journée de travail. — Interdiction du travail des enfants au-dessous de

quatorze ans dans les ateliers, usines et manufactures.

7. — Développement de l'enseignement professionnel. — Création d'écoles d'apprentissage.

8. — Interdiction absolue du livret d'ouvrier. — Interdiction, pour les patrons, de frapper leurs ouvriers d'amendes ou de retenues sur les salaires.

9. — Organisation du crédit aux travailleurs.

10. — Modifications aux conditions d'admission des groupes ouvriers aux adjudications des travaux.

11. — Revision de la législation sur les conseils de prud'hommes et les syndicats professionnels.

12. — Caisse nationale dont le produit exclusivement réservé aux victimes du travail sans préjudice de recours contre les patrons.

13. — Réforme du système pénitentiaire. — Développement des pénitenciers agricoles.

14. — Obligation, pour la commune, le département et l'État, d'assurer l'existence des citoyens incapables de travailler.

Chronique générale.

RÉSUMÉ DES SUCCÈS ÉLECTORAUX CONSERVATEURS

Du dimanche 30 novembre 1884 au dimanche 14 juin 1885, vingt-neuf semaines se sont écoulées. Sur ces vingt-neuf semaines, vingt ont été des semaines de victoire pour les conservateurs.

Quatre-vingt-dix-huit élections au suffrage universel ont eu lieu. Sur ces 98 élections, il y a eu soixante-trois élections conservatrices et vingt-cinq élections républicaines.

C'est là ce qui s'appelle une bonne manière de « peloter en attendant partie. »

Contrairement au renseignement donné par l'Agence Havas, les conservateurs ont

En une seconde, les gendarmes se dissimulèrent derrière les buissons, comme à leur arrivée.

Lupin resta dans la maison avec Jules et maître Antoine.

Le brigadier se cacha derrière un gros arbre.

La porte du restaurant fut fermée et la lumière éteinte.

Puis, tout rentra dans le silence comme si rien ne se fût passé. La clairière était complètement éclairée par la lune qui brillait au-dessus du sentier par lequel s'avançait la voiture.

Bientôt on la vit paraître. C'était une énorme calèche, hermétiquement fermée, traînée par deux chevaux et conduite par Baptiste, le jardinier du comte d'Irun.

Le brigadier le reconnut au premier coup d'œil, à sa barbe négligée et à son chapeau de feutre mou. Un sourire de satisfaction éclaira son mâle visage.

— Tout est pour le mieux, pensa-t-il; nous retournerons à Saumur en voiture.

La voiture roulait d'ornières en ornieres et n'avancait que très-lentement. Les chevaux avaient peine à la tirer. Baptiste, occupé à les diriger, n'aperçut pas les gendarmes et parvint jusqu'au restaurant sans se douter qu'il était observé et cerné.

Puis, il fit tourner la calèche dans la clairière de façon à ce que la portière se trouvât devant la

porte de la maison.

Il fit alors claquer vigoureusement son fouet pour appeler l'attention de l'aubergiste.

Mais l'aubergiste avait de bonnes raisons pour ne pas répondre.

A la fin, Baptiste, impatienté, se leva sur son siège et appela de toutes ses forces :

— Jules ! Jules ! êtes-vous sourd ?

Il faut croire que Jules était sourd, car pas une voix ne se fit entendre.

Étonné de ce silence, Baptiste jeta les yeux autour de lui, et n'aperçut rien de suspect.

— Qu'est-ce que cela veut dire, murmura-t-il. Ce coquin de restaurateur serait-il parti ? Les deux femmes dont on m'a parlé doivent cependant être ici.

Et, de nouveau, tout en appelant Jules, Baptiste se pencha, et à tour de bras frappa la porte.

Pendant qu'il était occupé à ce travail, une grosse voix se fit entendre à deux pas, de l'autre côté de la calèche :

— Êtes-vous enragé, mon garçon ? Vous allez démolir cette porte !

Baptiste, effrayé, se retourna et, de surprise, faillit tomber du haut de son siège.

Devant lui, le sourire aux lèvres, l'air moqueur, les jambes écartées, les mains derrière le dos, se tenait... le père Griffard !

Le jardinier ouvrit la bouche, mais ne trouva

pas un mot à dire.

Sa physionomie effarée prête à rire au vieux brigadier.

— Quelle drôle de figure vous avez, mon ami ! dit-il, on dirait que vous êtes contrarié de rencontrer un gendarme dans ces bois. Le gendarme est pourtant l'ami des honnêtes gens, et vous êtes un honnête homme, je pense ?

— Certainement, certainement, balbutia le brigadier.

Le brigadier ouvrit la calèche, et ne put s'empêcher de pousser un léger cri de désappointement :

— Comment, dit-il, vous n'avez amené personne dans cette voiture ?

— Non, brigadier.

— Pourquoi veniez-vous donc ?

Le jardinier, qui commençait à reprendre de l'assurance et espérait que la présence du père Griffard était due à un simple hasard, ne crut pas devoir livrer les secrets de son maître.

— La question est indiscret, répondit-il, et je pense que je ne suis pas forcé d'y répondre.

— Eh bien, mon garçon, reprit le brigadier, descendez un peu de votre siège et venez ici me dire un mot. Il n'y aura pas grand chose de changé dans votre position sociale; mais, au lieu de revenir sur le siège, exposé à l'air et au vent, vous reviendrez à l'intérieur, sur les coussins. Ce sera

37 Feuilleton de l'Écho Saumurois.

LE DRAME DU MARCHÉ-NOIR

PAR M. Ch. SAINT-MARTIN.

XI

COUP MANQUÉ (Suite)

Le brigadier était tellement furieux que s'il n'avait eu des ordres contrares il eût certainement arrêté sur le champ l'ex-notaire qu'il croyait complice du nouvel attentat et lui eût mis les menottes.

Mais il se contenta, et fit encore quelques recherches autour de la maison.

Tout à coup, maître Antoine, qui avait l'oreille très-fine, se dressa sur ses pieds :

— Silence ! cria-t-il. J'entends une voiture.

Aussitôt le brigadier s'élança dans la clairière. Il entendit alors très-distinctement le bruit des roues et le pas des chevaux qui s'approchaient par le grand sentier.

Il appela rapidement ses hommes.

— Reprenez vos places, leur dit-il. Les coquies vont se livrer eux-mêmes. Tenez-vous prêts à paraître au premier signal.





